



FEDERATION INTERNATIONALE DE L'AUTOMOBILE
REGION I

MOBILITÉ 2014

Elections Européennes 2014
mobilite2014.eu

ASSURER LA MOBILITÉ DE DEMAIN

L'ACA ET LA FIA DEMANDENT AUX DÉCIDEURS EUROPÉENS :

- d'assurer le développement cohérents de la « voiture connectée », tout en garantissant le libre choix des automobilistes et en préservant les conditions nécessaires à une concurrence efficace ;
- de créer les conditions propices au déploiement de technologies automobiles plus propres et de sensibiliser les utilisateurs par le biais de projets européens.

Dans l'avenir, les progrès technologiques permettront l'optimisation de la mobilité des personnes et l'amélioration de l'efficacité globale des transports européens.

LES VOITURES CONNECTÉES DOIVENT ASSURER LIBRE CHOIX ET SÉCURITÉ



Dans un avenir très proche, les voitures seront connectées et transmettront des données sur les automobilistes et leurs comportements. La mise en place obligatoire de l'eCall accélérera la pénétration des technologies télématiques entraînant dans leur sillage un certain nombre de services additionnels pouvant améliorer le confort de conduite, l'efficacité énergétique et la sécurité routière.

Dans ce contexte, les décideurs doivent s'engager à assurer trois principes clés sur la connectivité automobile :

1. Protection des données

Les automobilistes européens doivent être pleinement informés de la nature des données personnelles utilisées, par qui elles le sont et dans quel but.

2. Libre choix des consommateurs

Le libre choix des automobilistes en matière de fournisseurs de services de réparation et d'entretien, de même pour tous les services connectés additionnels futurs, doit être garanti.

3. Loyauté de la concurrence

Afin d'assurer le libre choix des consommateurs, les opérateurs indépendants doivent bénéficier d'un accès ouvert aux données des véhicules, garanti au moyen d'une plateforme télématique embarquée ouverte et standardisée.

En vue de livrer leur plein potentiel, les technologies utilisées par les véhicules connectés requièrent un large parc de véhicules équipés de systèmes de communication similaires ou, à tout le moins, interopérables. Le Parlement Européen doit s'assurer que les réglementations futures en matière de solutions informatiques embarquées donnent la priorité à leur déploiement rapide et généralisé.

POUR DES TECHNOLOGIES AUTOMOBILES PLUS PROPRES

Le manque d'information accessible et cohérente sur les capacités et les bienfaits des véhicules hybrides ou fonctionnant avec des carburants alternatifs, représente un obstacle majeur pour les automobilistes. Les acteurs des politiques européennes ont un rôle à jouer en vue d'assurer le déploiement progressif de telles technologies qui favoriseront à leur tour le développement d'une mobilité durable.

Besoins des consommateurs :

- Une information claire et cohérente sur le potentiel environnemental des divers types de carburants ainsi qu'une information cohérente sur la compatibilité carburant-véhicule ;
- La possibilité de tester les différentes technologies disponibles sur le marché ;
- Des objectifs CO₂ ambitieux au-delà de 2020 ;
- La mise en œuvre d'une Procédure d'essai mondiale harmonisée pour les voitures particulières et véhicules utilitaires légers d'ici à 2017 afin de fournir aux consommateurs des données plus réalistes en termes d'émissions et de consommation de carburant des véhicules.



73,7 % des distances parcourues par les européens sont effectuées en voiture.

Source : Commission Européenne

AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

L'ACA ET LA FIA DEMANDENT AUX DÉCIDEURS EUROPÉENS :

- d'offrir des opportunités de formation tout au long de la vie à tous les usagers de la route avec une attention particulière pour les groupes les plus vulnérables ;
- de sensibiliser tous les usagers de la route à la Sécurité Routière.

Il faut rendre la mobilité encore plus sûre : notre approche doit être d'avoir des conducteurs « cinq étoiles » dans des voitures « cinq étoiles » sur des routes « cinq étoiles ». L'ACA et la FIA considèrent que la « vision zéro » (zéro tué sur la route) constitue un but aujourd'hui atteignable avec le soutien adéquat des pouvoirs publics.

MEILLEURE FORMATION DES CONDUCTEURS ET INTERVENTIONS D'URGENCE PLUS RAPIDES



L'éducation routière doit être inculquée dès le plus jeune âge afin que les nouveaux conducteurs possèdent des connaissances avancées concernant le Code de la route et les règles de conduite défensive. La période la plus dangereuse pour les jeunes conducteurs est la première année de conduite : un jeune conducteur sur cinq sera impliqué dans une collision au cours des six premiers mois suivant l'obtention de son permis.

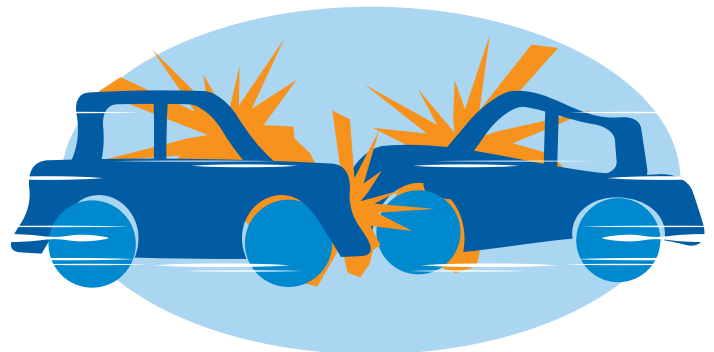
Les pouvoirs politiques européens doivent encourager les états membres à mettre en œuvre des modules de formations supplémentaires au cours de ces premiers mois critiques en vue de contribuer à la réduction du nombre de tués sur les routes.

Tous les usagers de la route et de la rue devraient bénéficier de possibilités de formation tout au long de la vie avec une attention particulière portée aux usagers vulnérables (personnes âgées, piétons, cyclistes...).

Les Automobile Clubs ont élaboré, en collaboration avec les constructeurs automobiles, une « Fiche de secours » standardisée, comportant des informations techniques sur le véhicule. Un tel document accélérerait le processus d'intervention d'urgence s'il était disponible pour les sauveteurs sur les lieux d'accidents. Nous proposons donc de relier dès que possible les informations figurant sur cette « Fiche de secours » à l'ensemble des données transmises par l'eCall.

SENSIBILISATION À LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Les usagers de la route n'ont souvent pas les outils les plus récents ni les plus efficaces à leur disposition pour contribuer eux-mêmes à leur sécurité sur la route. Les pouvoirs politiques devraient s'efforcer de sensibiliser un public plus large à la sécurité routière.



**Les accidents routiers graves
représentent une perte
d'environ 2 % du PIB en Europe.**

Source : EuroRAP

SOUTENIR L'ACCESSIBILITÉ

L'ACA ET LA FIA DEMANDENT AUX DÉCIDEURS EUROPÉENS :

- de rendre l'automobile financièrement moins coûteuse grâce à un marché de pièces de rechange plus ouvert, ainsi que des contrôles plus stricts en matière de fraude au kilométrage ;
- d'investir des fonds européens, et d'affecter les recettes fiscales au bon maintien des infrastructures routières, afin de préserver la croissance économique et les niveaux élevés de sécurité routière en Europe.

Compte tenu d'une situation économique difficile et de l'augmentation des coûts liés à l'automobile en Europe, l'ACA et la FIA proposent des mesures simples visant à rendre l'automobile moins coûteuse pour leurs propriétaires. Sur l'ensemble des importantes recettes générées par la fiscalité automobile au sein des états membres, seule une infime fraction est réinvestie dans les infrastructures routières. Une part plus importante de ces recettes devrait servir à faciliter la mobilité.

ASSURER UN MARCHÉ SECONDAIRE PLEINEMENT FONCTIONNEL

Au long de la vie d'un véhicule, le coût des réparations et de l'entretien est aussi élevé que le coût d'achat. Des mesures servant à s'assurer que le parc automobile européen reste entretenu à un coût abordable sont essentielles pour les citoyens, la sécurité de même que pour l'environnement.

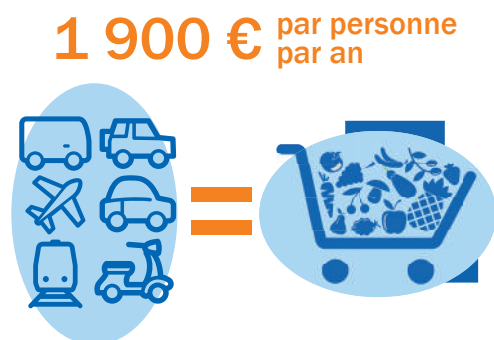
La modification du kilométrage est une fraude courante qui entraîne d'importantes conséquences préjudiciables aux automobilistes européens. Non seulement cette tromperie fait grimper le montant des factures de réparations et d'entretien, mais elle a également un impact négatif sur la sécurité routière. Une première étape pourrait être franchie dans le cadre des contrôles techniques périodiques, en relevant précisément le compteur kilométrique, mais il faudrait favoriser une solution technique rendant impossible la modification du kilométrage d'un véhicule.

Il subsiste dans quelques Etats membres une situation de monopole sur les pièces de rechange visibles (tels que les pare-chocs). Ceci se traduit généralement par des coûts plus élevés pour les consommateurs. Un certain nombre de pays ont libéralisé leur marché des pièces de rechange visibles, ce qui a permis une réduction des coûts tant pour les consommateurs que pour les fabricants de pièces européens, mais une décision globale au niveau européen se fait toujours attendre.

INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS : ÉPINE DORSALE DE LA PROSPÉRITÉ EUROPÉENNE

L'Europe est à la pointe des avancées technologiques en matière de véhicules. Certaines sont déjà disponibles sur le marché, d'autres le seront dans un avenir proche. Ces technologies peuvent permettre des gains colossaux en matière de sécurité et de confort de conduite des automobilistes européens. Toutefois, le bon fonctionnement de ces technologies dépend d'infrastructures routières permettant de supporter les systèmes en question de manière uniforme. Il faut promouvoir une signalisation et un marquage routiers plus cohérents afin de favoriser la libre circulation des personnes et faciliter le déploiement des technologies existantes.

La charge fiscale actuelle pesant sur les automobilistes européens est déjà élevée. Ceux-ci méritent une meilleure information, à savoir où va l'argent de leurs impôts (taxes de circulation et d'immatriculation, taxes sur les carburants, etc.) et l'affectation de recettes fiscales est nécessaire afin d'assurer qu'une part suffisante soit dédiée à l'entretien et au développement des infrastructures routières. Ceci aura en retour un impact positif sur l'ensemble de la société grâce à des gains en termes de sécurité routière et sur les activités économiques.



Un foyer européen moyen dépense 13 % de ses revenus en transport, soit quasiment les mêmes dépenses que pour la nourriture et les boissons non alcoolisées.

Source : Eurostat

À L'APPROCHE DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES, LES AUTOMOBILISTES EUROPÉENS DEMANDENT AUX DÉCIDEURS :

- d'assurer le développement cohérent de la « voiture connectée » tout en garantissant le libre choix des automobilistes et en préservant les conditions nécessaires à une concurrence efficace sur le marché secondaire ;
- de créer les conditions propices au déploiement de technologies automobiles plus propres et de sensibiliser les utilisateurs par le biais de projets européens dédiés ;
- d'offrir des opportunités d'apprentissage tout au long de la vie à tous les usagers de la route avec une attention particulière portée aux groupes les plus vulnérables ;
- de sensibiliser tous les usagers de la route à la sécurité routière ;
- de rendre l'automobile financièrement moins coûteuse grâce à un marché des pièces de rechange plus ouvert ainsi que des contrôles plus stricts en matière de fraude au kilométrage ;
- d'investir des fonds européens et d'affecter les recettes fiscales au bon maintien des infrastructures routières, afin de préserver la croissance économique et les niveaux élevés de sécurité routière en Europe.

QUI SOMMES-NOUS?

- L'Automobile Club Association est une organisation apolitique, regroupant plus de 750 000 membres en France, membre de la Fédération Internationale de l'Automobile et présidée par Didier Bollecker.

L'Automobile Club Association est la représentante légitime des usagers de la route dont elle défend les intérêts, tout en cherchant à accroître les bénéfices sociétaux que peuvent apporter une meilleure sécurité routière, une meilleure protection du consommateur, une meilleure protection de l'environnement, et la promotion d'une mobilité durable pour tous.



PRIORITÉ À LA MOBILITÉ

info@automobile-club.org

www.automobile-club.org

-
- La FIA Région I représente 38 millions de consommateurs à travers 112 Clubs d'automobilistes et de tourisme en Europe, au Moyen Orient et en Afrique.

Nos membres sont des automobilistes, usagers des transports publics, piétons et touristes. Pour leur bien, notre objectif est de faire en sorte que la mobilité reste sûre, abordable, durable et efficace.



FEDERATION INTERNATIONALE DE L'AUTOMOBILE
REGION I

info.region1@fia.com

www.mobility2014.eu